

Philosophe, Søren Mau est l'auteur de [Mute Compulsion : A Marxist Theory of the Economic Power of Capital](#) et dont la traduction française paraîtra aux éditions Sans soleil en 2024. Il esquisse ici quelques traits de ce à quoi pourrait ressembler une société communiste, loin de toute logique autoritaire et étatique, fondée sur un assemblage de communes. Il défend alors l'idée d'une liberté comme une dimension intrinsèque et intangible du projet communiste.

\*\*\*

Rares sont ceux qui défendent encore le capitalisme. Et nombreux ceux qui ont reconnu son absurdité. Les critiques du système actuel existant prêchent la plupart du temps des convertis. Le conflit idéologique n'oppose plus les défenseurs du capitalisme à ses opposants, mais plutôt l'espoir à la résignation. En tant qu'anticapitalistes, notre tâche présente n'est peut-être pas tant de convaincre les autres que le capitalisme est destructeur, que de renforcer la conviction qu'il est possible d'organiser notre existence collective d'une manière radicalement différente et meilleure.

Contrairement à ce que nombre d'intellectuels se plaisent à croire, ce n'est pas la justesse des arguments, des idées ou des analyses qui permet d'affermir cette conviction. C'est bien plutôt le résultat d'expériences concrètes d'un agir partagé pour transformer les choses. Si des millions d'individus à l'aube du xx<sup>e</sup> siècle considéraient que le socialisme était une réelle possibilité, à portée de main, c'est moins sous l'action d'arguments affinés par des intellectuels socialistes, que le produit des organisations politiques du mouvement ouvrier à son apogée, capables d'offrir aux individus une expérience vécue d'améliorations concrètes obtenues par l'action collective. Les belles utopies sont inutiles si elles ne s'accompagnent pas de la confiance accordée à la capacité collective d'infléchir le cours de l'histoire. Cette confiance ne saurait être suscitée par la seule force d'arguments justes : les communautés politiques sont le fondement inévitable de l'idée même d'une société différente et meilleure.

Tout ceci ne signifie pas, pour autant, que les idées n'ont aucune importance. Les idées ne peuvent jamais *par elles-mêmes* produire de transformations historiques, mais il n'empêche qu'elles *participent* de ce processus. Dans les circonstances politiques et historiques adéquates, les idées peuvent devenir des repères pour s'orienter, pour prendre les décisions relatives à notre action. Et c'est pourquoi il y a du sens à discuter de ce que pourrait être une société libre, une discussion que les anticapitalistes ont délaissée depuis bien trop longtemps.

Fort heureusement, des signes qui laissent penser que les choses évoluent. De plus en plus de personnes se demandent à quoi une société post-capitaliste pourrait ressembler. Les discussions autour du « [communisme de la décroissance](#) », du « [socialisme sur la moitié du globe](#) », du « [communisme intégralement automatisé](#) », de la « [post-rareté](#) », du « [communisme par le sauvetage](#) » ou de la « [commune mondiale](#) » prolifèrent. L'an dernier, [M.E. O'Brien](#) et Eman Abdelhadi ont fait paraître leur vision d'une ville de New York devenue communiste, [Everything for Everyone : An Oral History of the New York Commune](#) [non traduit], et des auteurs.ices comme [Aaron Benanav](#), [Jasper Bernes](#) ou [Cordelia Belton](#) sont actuellement attelés à l'écriture d'ouvrages au sujet du communisme, qui constitueront assurément autant de contributions importantes aux débats contemporains sur les structures économiques et politiques de notre avenir communiste.

## Le communisme est démocratique

Sous le capitalisme, les activités productives de la société sont orchestrées selon un principe unique : le profit. L'immense majorité des décisions qui touchent à quoi et combien produire, qui devrait produire, où et comment le produire et qui devrait obtenir les fruits de cette production sont laissées aux acteurs privés motivés par le gain. Le communisme ne consiste pas à remplacer ce principe par un autre qui resterait économique, mais au contraire à permettre un processus de décision démocratique quant à l'organisation de nos activités et ressources communes.

Les êtres humains sont des êtres sociaux, en tant qu'ils vivent en groupes et sont dépendants les uns envers les autres pour leur survie, et ce sont des êtres naturels dans la mesure où ils sont dépendants d'un écosystème qui n'appartient à personne, et donc à tout le monde. L'accès d'un individu à ses conditions matérielles d'existence est toujours médiatisé par un ensemble de rapports sociaux, ce qui n'est qu'une autre manière de dire qu'il s'agit d'une question politique, et, pour cette raison, que la liberté ne peut simplement être l'absence de pouvoir de la communauté sur l'individu, mais consiste également en la possibilité pour les individus de prendre part aux processus politiques qui donnent forme aux rapports de leurs conditions d'existence. Dit autrement, les êtres humains sont par nature des animaux politiques, dont la liberté ne peut se réaliser et se maintenir qu'à travers l'autodétermination collective, ce que l'on nomme démocratie. Le communisme est l'aspiration à prendre autant que possible cet idéal démocratique au sérieux et, comme tel, il est une conception de la liberté. La démocratie doit, comme le dit [Ellen Meiksins Wood](#), « être repensée non seulement sous forme de catégorie politique, mais aussi économique [...] comme un régulateur économique, le mécanisme au cœur de l'économie. »

## Le communisme n'est pas un style de vie

Le communisme n'implique pas d'idée particulière de la bonne vie. Le communisme n'est ni un mode de vie, ni le fantasme de soumettre toutes les facettes de la vie d'un individu à la décision politique ; ce n'est ni une secte romantique, ni un songe fait de communautés, de cantines et de culture Do It Yourself. Le communisme, c'est la tentative de mettre en œuvre des institutions capables d'offrir le plus haut degré de liberté individuelle et de contrôle démocratique sur les éléments de la vie humaine qui sont nécessairement partagés par les membres de la société. Le communisme s'adresse autant aux introvertis et aux ermites qu'aux enthousiastes du collectivisme.

Le communisme repose sur la reconnaissance que certains aspects de nos vies sont ontologiquement collectifs, et ne peuvent donc être laissés aux bons soins des individus. La terre constitue le meilleur exemple : au départ, elle n'appartenait à personne, et donc à tout le monde, c'est pourquoi les décisions qui la concernent doivent être prises démocratiquement. La communisation de nos conditions d'existence partagées n'est pas fondée sur une exigence morale d'un commun censément supérieur, plus juste ou plus élevé que l'individu, mais sur le caractère intrinsèquement social de la reproduction de l'espèce humaine, et la démocratisation intégrale des aspects partagés de cette reproduction est la seule conclusion raisonnable face à ce constat. Tous les versants de la vie qui relèvent de l'individu, cependant, resteront des questions individuelles.

La condition fondamentale du communisme est le contrôle démocratique des conditions de la vie en société. L'État sera aboli, les entreprises privées dissoutes, et les moyens de production préalablement possessions privées — terres, bâtiments, machines, etc. — ainsi que les richesses accumulées par les classes dominantes seront expropriées. En parallèle de quoi, il faudra bâtir de nouvelles institutions, qui seront chargées des nombreuses tâches et fonctions que nous associons aujourd'hui au rôle de l'État, mais qui dirigeront et superviseront également l'économie.

C'est une extension radicale et globale de la démocratie qui est en jeu ici. Au lieu de laisser les décisions économiques aux forces du marché, ce sera à nous de décider de ce que nous voulons.

## La commune

Nous appellerons commune l'unité de base de la structure institutionnelle du communisme. Tout un chacun devra choisir une commune de résidence, mais tous pourront vivre dans la commune de leur choix. Les communes auront des tailles différentes, en fonction de leur histoire prérévolutionnaire et de particularités géographiques, culturelles et historiques.

Certaines seront fortement urbanisées et compteront des millions d'habitants (appelons-les les *communard.zs*), tandis que d'autres, dans des zones peu peuplées ou des îles isolées n'auront que quelques habitants, au commencement du moins. Le communisme diminuera graduellement la séparation entre ville et campagne, mais au départ, il sera nécessaire de construire le communisme dans un paysage marqué par des siècles d'urbanisation capitaliste intensive, ce qui veut dire que les zones fortement urbanisées comme Tokyo ou Shanghai devront être découpées en plusieurs communes urbaines importantes.

Idéalement, chaque commune contrôlera tout le nécessaire aux besoins de ses communards, depuis la terre, l'eau, l'énergie et les autres ressources naturelles en passant par la force de travail, la technologie, la recherche et l'éducation. Les décisions devront être prises par celles et ceux qui seront affectés par celles-ci afin d'assurer un haut degré d'autonomie et de minimiser tout risque de centralisation non démocratique du pouvoir.

C'est, en pratique, un idéal impossible à atteindre, car l'une des conditions fondamentales de toutes les communes est le maintien d'une biosphère stable, qui ne peut être garantie que par une forme de régulation mondiale de l'usage des ressources naturelles communes. Deux communes voisines peuvent, par exemple, décider de mettre en commun leurs ressources en matière d'infrastructure ou d'éducation. De tels accords entre communes entraîneront la naissance de structures gigognes faites d'institutions politiques avec des capacités de décisions ainsi que de coordination, de partage de connaissances et d'entraide.

Sous le communisme, les referendums seront beaucoup plus courants, mais toutes les décisions ne pourront être prises de la sorte. Il faudra donc également des assemblées représentatives, dont les sièges seront attribués par une combinaison d'élections et de tirages au sort, afin de contrecarrer la formation d'une élite politique et la professionnalisation de la politique à la manière d'un marché.

La tâche la plus importante de la commune sera probablement d'adopter et d'exécuter les

plans économiques qui prendront la place des mécanismes du marché. Ce qui pourrait ressembler au processus suivant : tous les communards et toutes les infrastructures de production feraient régulièrement part de leurs besoins et de leurs souhaits, et sur la base de données publiquement disponibles au sujet de ces derniers, ainsi que sur les ressources disponibles et les capacités de production, différentes organisations politiques proposeraient des projets de plans économiques définissant des objectifs de production pour une période de deux ans.

Ce processus serait répété à plusieurs reprises, dans le cadre de réunions, d'auditions publiques et de diverses formes de débats publics, afin de garantir un niveau maximal de participation démocratique. Enfin, un plan définitif serait adopté par referendum. Les décisions concernant les détails exacts de la mise en œuvre seraient prises par des assemblées représentatives en collaboration avec les unités de production.

## Le secteur public

Sous le communisme, l'économie sera divisée en deux secteurs. [Aaron Benanav](#) emprunte à Marx sa distinction entre *règne de la nécessité* et *règne de la liberté* pour les nommer. Nous pourrions aussi les distinguer en parlant de secteur public et privé. Dans le secteur public — ou le règne de la nécessité — « nous partagerions », toujours selon Benanav, « le travail nécessaire à notre reproduction collective, par la distribution des responsabilités tout en tenant compte des capacités et des penchants individuels. » Parmi ces activités, il faut compter, entre autres, l'agriculture, la santé, le logement, l'éducation, la recherche, l'élevage des enfants, le soin aux personnes âgées, le transport public, les infrastructures, les moyens de communication, les biens de consommation et ce que nous appellerions aujourd'hui les biens d'équipements.

La liste de ce qui doit être produit par ce secteur public est l'objet du plan biennal décrit plus haut, qui doit ensuite être converti en un certain temps de travail alloué à chacun de ces objectifs. Ces heures de travail sont ensuite, idéalement, partagées équitablement entre les communards adultes en état de les assurer, et des tâches spécifiques sont attribuées en fonction des besoins et des préférences individuels. Ainsi, il serait, par exemple, demandé à chacun de prendre en charge vingt heures d'activité par semaine.

Sous le capitalisme, une part significative du travail le plus essentiel à la reproduction de la vie est invisibilisée et privatisée sous forme de travail domestique non rémunéré. La séparation capitaliste entre travail rémunéré et non rémunéré, entre production et reproduction, source primordiale de l'oppression de genre, disparaîtrait sous le communisme, pour lequel les activités reproductives comptent parmi l'ensemble des tâches à effectuer par la commune.

Afin de s'assurer que la satisfaction des besoins de la commune corresponde aux exigences et aux capacités des communards, il est possible de recourir à plusieurs formes d'incitations : une tâche particulièrement ingrate pourrait par exemple compter doublement dans le décompte des heures fournies ou ouvrir l'accès à des privilèges spécifiques, comme un logement ou des conditions de travail plus attractifs. Les tâches les plus recherchées pourraient, quant à elles, être attribuées par tirage au sort, ou être associées à des activités plus ingrates.

Une stratégie similaire permettrait de s'assurer que le système éducatif remplisse les objectifs fixés par la commune afin d'éviter toute pénurie d'individus formés et qualifiés. De la sorte, il serait possible de créer une division du travail dans laquelle les différentes activités seraient tout autant attractives les unes que les autres, et dans laquelle aucun groupe de personnes ne se verrait assigné aux tâches les plus pénibles — comme c'est le cas aujourd'hui, dans le capitalisme.

Tout ce qui est produit dans le secteur public serait ensuite distribué sans recourir à une quelconque forme de monnaie. Le logement, l'éducation, la médecine, le soin des enfants, le transport public et les repas dans les cantines publiques seraient intégralement gratuits et accessibles à tous, sans aucun contrôle. Le principe des bibliothèques publiques pourrait ainsi être étendu à des biens comme les outils, les vélos, les instruments de musique, l'art et les vêtements, comme a pu récemment le suggérer le politicien danois [Pelle Dragsted](#).

Les biens de consommation répondant à des préférences individuelles (je veux boire du vermouth, vous préférez peut-être le cognac) pourraient être « achetés » au moyen de bons numériques. Tous les communards recevraient ainsi des coupons chaque semaine, pour acquérir des services et des biens disponibles dans des entrepôts publics. Il ne s'agirait pas d'argent, puisque les coupons sont nominatifs et expirent après un temps donné (3 mois, par exemple), ce qui signifie qu'ils ne pourraient être transmis ou accumulés.

## Le secteur privé

La commune produira et distribuera tout le nécessaire aux communards afin de leur assurer une existence agréable, longue, stable et en pleine santé. Elle sera également responsable de la construction et de l'entretien des logements, du réseau électrique comme routier, des égouts, des chemins de fer, d'internet ; produira vos aliments et médicaments, vos vêtements, téléphones, mobilier, télévision et livres ; et prendra soin de vous, de vos enfants, de vos aînés et des malades.

Mais la commune ne serait capable de satisfaire *tous* les besoins des communards. Sous le capitalisme, c'est la demande effective des individus qui détermine ce qui est produit : « le pouvoir social devient le pouvoir privé des individus » comme le dit Marx dans *Le Capital*. Sous le communisme, les décisions relatives à la nature de ce qui doit être produit seront prises démocratiquement, ce qui signifie que la commune pourra refuser de produire certains biens, même si certains communards les désirent. Auquel cas, ils seront libres de produire de tels biens sur leur temps libre.

Les biens que la commune a décidé de ne pas inclure dans le plan économique pourront ainsi être produits dans le secteur privé, ou *règne de la liberté* — c'est-à-dire, cette partie de l'économie sociale dans laquelle les communards passent leur temps libre. Là, tout le monde peut produire et distribuer ce qu'il désire, au sein de certaines limites démocratiquement déterminées (pas de production ni d'échange d'humains, d'armes ou de drogues dures, par exemple). Les communards seront également capables de construire des institutions et des technologies qui permettront de faciliter et de réguler ces échanges — en créant, par exemple, une forme d'argent.

Imaginons, à titre d'exemple, que nous avons démocratiquement décidé, pour réduire le

temps de travail de tous, que la commune ne produira des vélos que d'une seule et unique couleur. Si certains communards désirent désespérément un vélo rouge, ils pourront alors prendre des vélos non peints d'un entrepôt public (gratuitement, évidemment, comme tout le monde) et le peindre eux-mêmes. Ou peut-être le prendront-ils dans un atelier de vélos établi par un groupe de communards sur leur temps libre, pour le repeindre en échange d'autre chose. Comme j'espère le montrer avec cet exemple, le « secteur privé » n'est rien d'autre qu'un nom pour les activités productives entreprises par les communards sur leur temps libre.

La frontière entre les deux secteurs sera démocratiquement tracée par la commune. Il s'agit à chaque fois de se demander : est-ce que ce besoin doit être pris en charge collectivement ou, est-ce quelque chose que nous laissons aux bons soins des communards eux-mêmes ? L'énergie, les édifices, les matières premières nécessaires à la production hors secteur public seront fournis par la commune, gratuitement ou en échange de biens ou de services.

Mais ce secteur public ne constitue-t-il pas une autre forme de capitalisme ? La réponse est non, car la commune garantira toujours aux communards dans leur ensemble, un accès aux moyens d'existence, ce qui signifie qu'il sera possible à tout le monde, à tout moment, de se retirer entièrement du secteur privé. La terre, le logement et la force de travail ne seront jamais transformés en marchandises. L'argent n'existera qu'à titre de pur moyen d'échange qui ne pourra pas être utilisé pour conférer un pouvoir de certains sur les autres.

## La vie sous le communisme

Durant des siècles, le capitalisme a priorisé le profit sur la nature, et en conséquence, nous nous retrouvons avec ce que l'auteur communiste [Eskil Halberg](#) a appelé une planète à réparer. Nous avons besoin de ce que le collectif Salvage a appelé, dans son manifeste de 2021, [La tragédie du travailleur](#), un communisme du sauvetage, c'est-à-dire qu'une part significative des activités de la commune sera consacrée à la restauration écologique. La démocratisation de nos ressources communes permettra de réguler l'usage des ressources naturelles, et d'assurer ainsi les conditions d'existence des générations futures d'êtres humains et des autres êtres vivants avec lesquels nous partageons la planète.

L'idée de communisme que j'ai esquissée ici est différente de celle défendue par le socialisme d'État autoritaire comme le capitalisme. Alors, pourquoi insister, et l'appeler « communisme » malgré tout, ce nom si fortement associé à la dictature stalinienne ? Pour la même raison que nous ne devrions pas abandonner le concept de « démocratie » sous prétexte que la République démocratique allemande ou la République populaire de Corée du Nord se prévalaient du même qualificatif. Certains mots valent la peine d'être défendus, de se battre pour eux, et au lieu d'abandonner le concept de communisme à la falsification bourgeoise de l'histoire, nous devrions persévérer et poursuivre la longue tradition ininterrompue — en opposition franche au socialisme d'État autoritaire — de combat pour une société libérée sous la bannière du communisme, inaugurée il y a plus de 150 ans.

Alors, à quoi ressemblerait la vie sous le communisme ? Avant toute chose, une société communiste serait libre, diverse et sans classes. Le communisme accorderait à tous la liberté de donner forme à sa vie selon ses propres désirs. Le communisme serait synonyme

de prise de décision démocratique, de réduction du temps de travail, de meilleures conditions d'habitation et d'alimentation et d'une biosphère stabilisée. Ainsi que de sécurité économique — chose inaccessible sous le capitalisme. Sous le capitalisme, on ne sait jamais quand le sol se dérobera sous nos pieds, que ce soit sous la forme d'un licenciement, de l'inflation ou d'une crise économique. Sous le communisme, personne n'aura à craindre d'être privé d'accès aux conditions élémentaires d'existence, une vie communiste sera, en d'autres termes, libre, sûre et bonne — pour tous et toutes.

\*

Publié initialement sur le site des éditions [Verso](#). Traduit par Pablo Arnaud.

Illustration : *Katrina Thomas. NYC Parks Photo Archive.*